

# **Le financement familial de la prise en charge d'une personne âgée dépendante : règles de calcul et critères d'équité dans l'application de l'obligation alimentaire à la française**

GRAMAIN Agnès, Université Paris IX Dauphine  
WITTWER Jérôme, Université d'Orléans

## **Contacts :** Agnès Gramain

EURISCO-LEGOS ; Université Paris IX Dauphine  
Place du Mal de Lattre de Tassigny  
75775 Paris cedex 16  
[Agnès.gramain@dauphine.fr](mailto:Agnès.gramain@dauphine.fr)

**Mots-clefs :** dépendance, personnes âgées, financement, obligation alimentaire, équité

## **Résumé :**

Cette communication propose d'analyser, dans une perspective économique, la mise en œuvre de l'obligation alimentaire dans le cadre du financement de la prise en charge de personnes âgées dépendantes. Il s'agit, à partir d'un échantillon de 305 personnes soumises à cette obligation, de comprendre selon quels critères les juges fixent le montant de la participation de certains membres de la famille (enfants, beaux-enfants, petits-enfants) au financement de la prise en charge et quelles en sont les répercussions en termes d'équité intra et inter-familiale.

Les économistes de la santé s'intéressent depuis longtemps aux conséquences économiques pour les secteurs sanitaire et médico-social des comportements profanes et professionnels. Les décisions que nous nous sommes proposé d'étudier ici sont des décisions professionnelles qui touchent directement au financement de la prise en charge de long terme des personnes âgées dépendantes. Pourtant, elles n'ont que très peu attiré l'attention des économistes jusqu'à présent, à peine moins que celle des juristes d'ailleurs. Il s'agit des décisions prononcées par les juges aux affaires familiales fixant la participation des obligés alimentaires au financement de la prise en charge quotidienne d'un ascendant en situation de dépendance, le plus souvent hébergé dans une institution pour personnes âgées.

Le principe de l'obligation alimentaire vis à vis des ascendants est une spécificité française qui confie implicitement à des juges le soin de répartir la charge financière liée aux aides quotidiennes pour une personne âgée, le plus souvent dépendante, entre les différents financeurs potentiels que sont la personne âgée elle-même, ses différents débiteurs d'aliments (enfants, beaux-enfants, petits-enfants) et la collectivité (via l'aide sociale départementale). Ce dispositif reste relativement résiduel puisque qu'il ne concerne que les dépenses qui ne relèvent pas de l'assurance maladie et n'est mobilisé que lorsque aucune solution à l'amiable n'a été trouvée entre les parties concernées : d'après les statistiques du ministère de la justice, environ 7000 nouvelles demandes d'aliments entre parents et alliés ont été introduites auprès des tribunaux de grande instance pendant l'année 2000 (dont seulement une partie concerne l'obligation alimentaire ascendante). Pour autant, ce contentieux pourrait être appelé à prendre de l'ampleur, tant en nombre de cas qu'en ce qui concerne les sommes en jeu.

L'objectif de cette communication est de présenter les résultats d'une recherche consacrée à l'analyse économique de la mise en œuvre concrète de cette obligation alimentaire. Nous avons constitué un échantillon d'une soixantaine de décisions concernant 305 obligés alimentaires,

rendues dans les quatre dernières années par des juges exerçant dans 5 Tribunaux de grande instance (Créteil, Paris, Reims, Bourges et Angers). A partir de ces données, nous cherchons à répondre à deux questions :

1. En fonction de quels éléments économiques et selon quelle règle les juges calculent-ils le montant du financement réclamé aux obligés alimentaires ?
2. Quel est l'impact du mode de calcul utilisé en termes d'équité entre les différents membres de la famille d'une même personne âgée dépendante d'une part, entre les familles des différentes personnes âgées d'autre part ?

## **Contexte juridique et cadre de modélisation**

Lorsqu'une personne âgée dépendante prise en charge dans un établissement d'hébergement collectif ne peut faire face avec ses seules ressources au financement de sa prise en charge<sup>1</sup>, le droit français prévoit qu'il peut être fait appel à deux types de financeurs : d'une part la famille de la personne âgée, ou plus précisément certains membres de sa famille (son conjoint, ses enfants, les conjoints de ses enfants et ses petits enfants) que l'on désigne sous le terme d' « obligés alimentaires », d'autre part la collectivité (via des prestations d'aide sociale à l'hébergement). Le droit français prévoit aussi une hiérarchie entre ces deux types de financeurs, puisque la collectivité n'intervient qu'en complément du financement familial, lorsque les frais sont trop importants pour que la famille puisse les financer seule. L'article 208 du code civil sur lequel se fonde le juge est cependant très peu contraignant. Il stipule que « les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit » et ne donne aucune précision sur la manière d'évaluer le « besoin » d'une part, la « fortune » d'autre part, ni sur la manière de combiner ces deux proportions.

### **L'ambiguë définition du besoin de financement de la personne prise en charge**

Une première difficulté de l'analyse vient du statut du financement collectif par l'aide sociale. En effet, le droit prévoit que le financement collectif n'intervient qu'en complément du financement familial ; autrement dit, le montant du financement par l'aide sociale devrait se calculer comme la différence entre le besoin de financement initial de la personne âgée et les participations familiales au financement de la prise en charge. Mais, d'une part, ces deux financements sont fixés par deux instances différentes : c'est au juge aux affaires familiales qu'est confié le soin de fixer le montant de la participation de chacun des obligés alimentaires, et ce sont les commissions d'aide sociale qui fixent le montant du financement collectif. D'autre part, les commissions d'aide sociale interviennent souvent avant le juge aux affaires familiales.

Le juge aux affaires familiales a alors deux options. Soit il néglige l'information sur le montant du financement accordé par l'aide sociale et ne considère que le besoin de financement initial de la personne prise en charge pour fixer la participation de chacun des obligés, quitte à prendre une décision incompatible avec celle de la commission d'aide sociale. Soit il tient compte du financement accordé par l'aide sociale, considère donc un besoin de financement net du financement collectif et se contente de le répartir entre les différents obligés de la personne dépendante.

On peut donc s'attendre à ce que le lien de proportionnalité entre le montant du financement demandé aux obligés alimentaire et le besoin de financement reconnu par le juge soit différent selon que le juge considère le besoin de financement initial ou le besoin de financement net de la solidarité publique. Malheureusement, comme les juges ne précisent en général pas dans le texte de leur décision s'ils envisagent un besoin de financement net ou brut, il nous a été matériellement impossible de distinguer les deux cas de figure au sein de l'échantillon étudié. L'analyse a donc été menée de manière globale sur un échantillon probablement hétérogène.

## **Trois échelles d'analyse**

Une deuxième difficulté de l'analyse réside dans le fait que les trois informations économiques sur lesquelles porte la décision du juge sont définies à trois échelles différentes : ainsi le besoin de financement est défini par personne âgée (i.e. par créancier), les contributions au financement sont définies par obligé et la fortune (ressources et charges) est à considérer par ménage<sup>2</sup>, i.e. par unité de consommation.

Non seulement, chacune de ces échelles est pertinente, mais elles ne sont évidemment pas indépendantes les unes des autres. Réfléchir à l'échelle d'une personne prise en charge revient à réfléchir sur l'ensemble de ses obligés ou sur l'ensemble des ménages assignés pour son cas. De même, réfléchir à l'échelle d'un ménage assigné revient à réfléchir sur l'ensemble des obligés alimentaires d'un même ménage<sup>3</sup>. Il est même certains moments de l'analyse où il est nécessaire de combiner plusieurs échelles. C'est le cas, par exemple, lorsqu'on s'intéresse au niveau relatif des contributions fixées pour les différents obligés d'une même personne (on combine alors contribution par obligé et contribution totale par créancier), ou lorsqu'on s'interroge sur le lien entre les niveaux relatifs des contributions et les niveaux relatifs des ressources (on mobilise alors les trois échelles d'analyse).

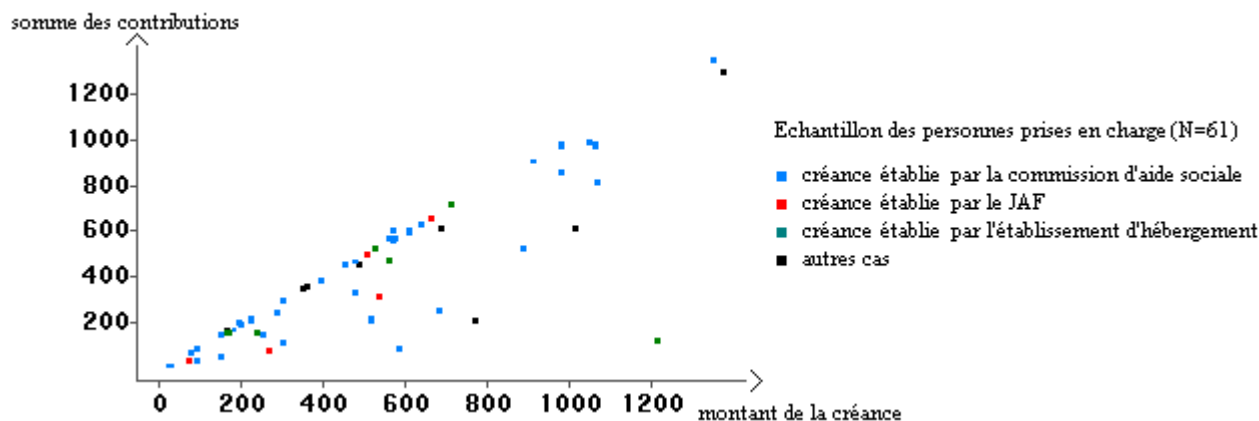
## **Une approche séquentielle des décisions**

Pour éclairer les décisions prises par les juges en charge de l'obligation alimentaire, nous avons imaginé trois étapes distinctes dans le calcul des contributions et nous avons modélisé chaque étape successivement. Dans une première étape, le juge exonère les ménages dont les ressources sont insuffisantes<sup>4</sup>. Dans une seconde étape, il évalue le montant total qui sera demandé, pour une même personne âgée, à l'ensemble de ses obligés non exonérés. En dernier lieu, ce montant est réparti entre les obligés mis à contribution.

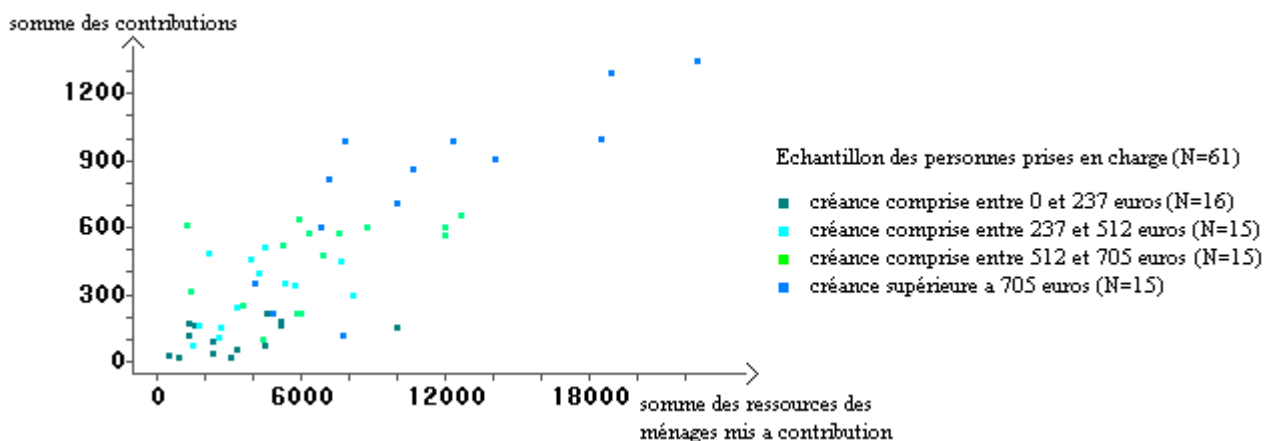
Bien entendu, ce schéma de raisonnement ne correspond pas précisément aux textes de loi<sup>5</sup>. Nous ne supposons pas d'ailleurs que les juges suivent effectivement ces trois étapes de raisonnement, mais seulement qu'il est possible de rendre compte du résultat de leurs raisonnements par une telle modélisation. Certains faits stylisés ressortant des données économiques présentes dans les décisions étudiées vont dans ce sens. Ainsi, comme le suggère le graphique n°1, un lien étroit unit la contribution totale fixée par le juge et le niveau du besoin de financement établi par le demandeur (la créance) : il paraît donc raisonnable d'envisager qu'une partie de la décision du juge se joue au niveau agrégé, par personne prise en charge (étape 2), et que le juge tient compte, pour fixer un montant global des contributions familiales réclamées pour une même personne âgée, du montant de son besoin de financement. Par ailleurs, la lecture du graphique n°2 révèle que la contribution totale fixée par le juge ne dépendrait pas seulement du niveau du besoin de financement de la personne âgée, mais aussi du total des ressources de l'ensemble des ménages mis à contribution.

Le graphique n°3, quant à lui, illustre une nette relation de proportionnalité entre le niveau relatif de la contribution par obligé demandée à un ménage contribuant (par rapport au montant total des contributions demandées à l'ensemble de co-obligés) et le niveau relatif de ses ressources par unité de consommation (par rapport au montant total des ressources par UC de l'ensemble des ménages mis à contribution pour la même personne âgée dépendante). Cette relation semble indiquer qu'on peut considérer que les juges répartissent une participation familiale totale entre les différents ménages non exonérés en tenant compte des ressources relatives de chacun des obligés (ce qui correspond à notre troisième étape de modélisation).

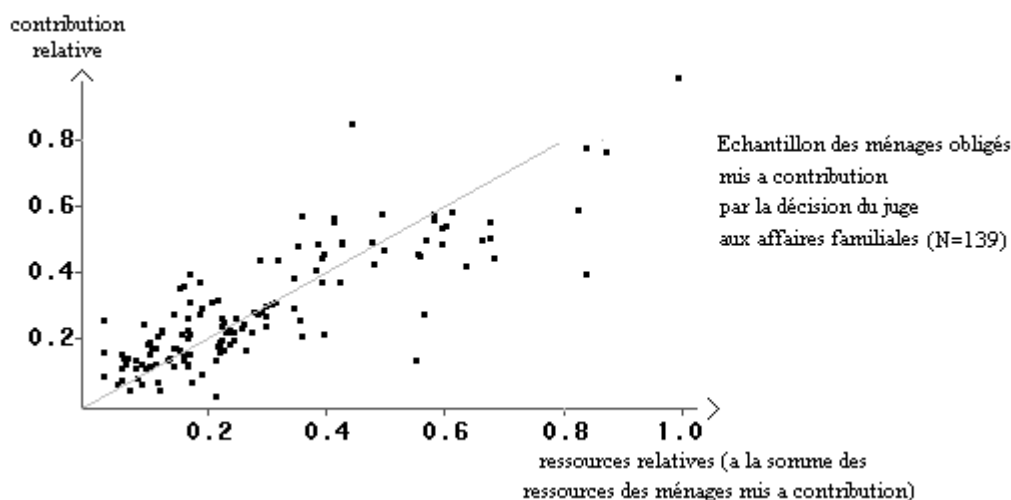
**Graphique n°1 : Evolution de la contribution totale fixée par le juge aux affaires familiales en fonction du montant de la créance établie, selon le mode d'établissement de la créance**



**Graphique n°2 : Evolution de la contribution totale fixée par le juge aux affaires familiales, en fonction de la somme des ressources des ménages mis à contribution, par niveau de créance**



**Graphique n°3 : Evolution de la contribution relative par obligé en fonction des ressources relatives par unité de consommation, parmi les ménages contributeurs**



Il est à noter que la prise en compte de la décision d'exonération d'une part (étape 1), et l'analyse en termes de répartition d'une contribution globale entre les différents obligés (étape 3) nous a conduits à considérer une quatrième échelle d'analyse, celle des ménages mis effectivement à contribution par la décision judiciaire (dénommée par la suite échelle des ménages contributeurs) :

cette échelle intermédiaire est en effet nécessaire pour analyser dans quelle mesure l'exonération d'un des obligés alimentaires peut modifier le montant de la contribution fixée pour ses co-obligés. Ceci permet de souligner d'ailleurs que le découpage séquentiel des décisions en trois étapes que nous avons adopté revient à considérer que, contrairement à ce que pourrait laisser penser la lecture du code civil, on ne peut pas expliquer le niveau de financement demandé à un obligé à partir de ses seules caractéristiques et du niveau du besoin de financement de son parent dépendant. Notre cadre de modélisation suppose en effet qu'il faut considérer les caractéristiques de l'ensemble des ménages mis à contribution pour financer la prise en charge d'une même personne âgée afin de comprendre la décision prise pour chacun d'entre eux<sup>6</sup>.

## L'exonération

Il est nécessaire, pour bien dégager le schéma complet de la décision, de comprendre les déterminants de l'exonération de certains obligés des personnes âgées dépendantes. En effet, l'exonération de certains membres de la famille conduit à faire peser le besoin de financement de la personne prise en charge sur un nombre plus restreint de ménages obligés.

Afin d'expliquer la décision d'exonération des ménages, nous avons estimé un modèle de régression logistique. Le modèle permet de simuler pour un ménage donné sa probabilité d'être exonéré et de quantifier l'impact des différentes caractéristiques du ménage sur sa probabilité d'exonération. Les tableaux 1 et 2 montrent qu'un modèle logistique simple, qui ne prend en compte que quatre variables économiques, permet de prévoir la décision d'exonération correctement dans 87 % cas.

**Tableau 1 : Modélisation de la décision d'exonération (modèle LOGIT) - Paramètres estimés**

Parameter	Estimate	Standard Error	Wald Chi-Square	Pr>ChiSq	Odds Ratio	
					Point Estimate	95%Wald ConfidenceLimits
INTERCEPT	-1.5181	1.1262	1.8171	0.1777		
EOCAPCONTUC	0.00443	0.00126	12.3843	0.0004	1.004	1.002-1.007
NBOA	1.7477	0.7704	5.1471	0.0233	5.742	1.269-25.988
EOARESSUCTOT	-0.00021	0.000080	7.0872	0.0078	1.000	1.000-1.000
OACHO	-2.1761	0.8686	6.2772	0.0122	0.113	0.021-0.623

Méthode de sélection : pas à pas descendante (seuil de 0.05)

Nombre d'observations : 168 (148 ménages contribuants, 20 ménages exonérés)

La probabilité modélisée est la probabilité de ne pas être exonéré.

Autres variables explicatives insérées dans le modèle mais non significatives (au seuil d'erreur de 5%) :

variables indicatrices de surendettement, de crédit immobilier, de crédit à la consommation, de charges particulières, de revenus sociaux, nombre d'unités de consommation dans le ménage, type d'obligé alimentaire dans le ménage (petit enfant, conjoint, bel-enfant de la personne âgée), montant du besoin de financement (en euros)

La première de ces variables est sans surprise la capacité contributive<sup>7</sup> par unité de consommation du ménage obligé [EOCAPCONTUC], la capacité contributive étant comprise comme la différence entre les ressources du ménage qui sont soumises à l'obligation et les charges auxquelles il fait face<sup>8</sup>. On note également sans surprise que le fait que l'obligé référent du ménage soit au chômage [OACHO] diminue la probabilité d'être contribuant. Il est plus surprenant de constater que le nombre d'obligés dans le ménage [NBOA] augmente la probabilité d'être contribuant et que les ressources totales par unité de consommation de l'ensemble des ménages mis à contribution pour une même personne âgée [EOARESSUCTOT] diminue cette même probabilité. On doit en conclure que le juge a tendance à diminuer le seuil - en dessous duquel on est exonéré - quand cela est « coûteux », c'est-à-dire quand l'exonération porte sur deux obligés (et non sur un) et quand il est difficile de

«compenser » cette « perte » sur les autres obligés, faute d'un niveau de ressources suffisant de ces derniers.

**Tableau 2 : Modélisation de la décision d'exonération - Concordance des prévisions avec les décisions réelles**

		Décision simulée	
		Exonéré	Contribuant
Décision réelle	Ménage exonéré	17	3
	Ménage mis à contribution	19	129

La décision d'exonération est simulée en considérant que sont exonérés les ménages dont la probabilité d'exonération est supérieure à 16%.

La décision simulée correspond à la décision réelle dans 87% des cas.

Pour les ménages exonérés, le modèle simule une décision concordante dans 85 % des cas.

Pour les ménages mis à contribution, le modèle simule une décision concordante dans 87 % des cas.

Ce comportement du juge introduit une source d'inégalités bien difficile à justifier puisqu'il conduit à considérer différemment l'exonération des obligés selon qu'ils sont mariés ou non. Par ailleurs, il solidarise de fait les obligés de la famille en conditionnant l'exonération d'un obligé à la fortune des autres. Comme nous le verrons par la suite, cette extension de la solidarité – d'une dimension verticale (de l'obligé vers le parent dépendant) à une dimension horizontale (entre obligés) - se retrouve également quand le juge fixe les contributions de chaque obligé non exonéré.

Le tableau 3 permet d'avoir un aperçu de l'influence de ces différentes variables sur la probabilité d'être exonéré selon le modèle estimé. Trois situations de référence correspondant à un ménage comprenant un seul obligé alimentaire ne percevant pas d'allocations chômage sont considérées : la première dénommée « moyenne » fixe la capacité contributive du ménage et les ressources totales des obligés à la moyenne de l'échantillon, la suivante dénommée « insigma » retranche à la précédente un écart-type à chaque variable et la dernière dénommée « min » les fixe au minimum de l'échantillon. On vérifie tout d'abord que la probabilité d'être exonéré est très réduite pour le ménage moyen (nettement moins de 1%), plus élevée pour le ménage « insigma » (près de 5%) et beaucoup plus élevée pour le ménage correspondant à la situation « min » (près de 13%).

De manière plus intéressante on peut observer sur le tableau (colonne delta) l'influence des différentes variables pour chaque situation de référence. Ainsi, l'influence de la capacité contributive est très sensible puisqu'une augmentation de 100 euros de la capacité contributive d'un obligé diminue sa probabilité d'être exonéré de 39, 36 ou 38% selon la situation de référence considérée. Celle des ressources totales de l'ensemble des obligés d'une même personne âgée est réelle mais plus modeste, puisque les réductions, pour un niveau de ressources supplémentaires de 400 euros par UC<sup>9</sup> sont de l'ordre de 6 ou 7% pour les trois situations de référence. Le poids de la variable chômage est beaucoup plus contrasté, son influence est d'autant plus importante que les capacités contributives sont élevées : ainsi être au chômage multiplie par plus de trois la probabilité d'être exonéré pour un ménage dont la capacité contributive et les ressources totales des co-obligés sont au niveau minimum, mais par près de huit pour un ménage présentant les caractéristiques moyennes de l'échantillon. Ceci tend à dire que le chômage est une variable d'autant plus déterminante pour l'exonération que le ménage obligé a des revenus élevés ; ceci signifie simplement que les ménages ayant des revenus très modestes sont de toute façon exonérés.

On peut s'étonner que l'exonération ne soit pas influencée par l'existence de revenus sociaux : RMI, pension d'invalidité, ... Les données dont nous disposons ne permettent pas en fait de mettre en évidence un tel effet car, dans bien des décisions, les revenus ne sont pas ventilés ou bien la ventilation n'est pas suffisamment fine. Par ailleurs, l'estimation n'a pas mis en évidence le fait que certains types de charges étaient moins pris en compte que d'autres. Il semblerait que dès lors que les charges sont mentionnées dans la décision, elles sont prises en compte par le juge même si ces

charges relèvent de crédits à la consommation que les juges considèrent parfois explicitement comme superflus dans les entretiens que nous avons eu.

**Tableau 3 : Modélisation de la décision d'exonération - Probabilité d'exonération simulée pour différentes valeurs des variables explicatives**

Caractéristiques du ménage	Probabilité d'être exonéré	Delta (en %)
<b>Référence « Moyenne »</b>	<b>0,002</b>	
Ressources totales supérieures de 4000 euros par UC	0,002	+7%
Capacité contributive supérieure de 100 euros par UC	0,001	-38%
2 obligés alimentaires	0,0003	-83%
Ménage percevant des allocations chômage	0,01	+770%
<b>Référence « Min »</b>	<b>0,13</b>	
Ressources totales supérieures de 4000 euros par UC	0,14	+6%
Capacité contributive supérieure de 100 euros par UC	0,08	-36%
2 obligés alimentaires	0,03	-81%
Ménage percevant des allocations chômage	0,57	+339%
<b>Référence « Infsigma »</b>	<b>0,05</b>	
Ressources totales supérieures de 4000 euros par UC	0,05	+7%
Capacité contributive supérieure de 100 euros par UC	0,03	-38%
2 obligés alimentaires	0,01	-82%
Ménage percevant des allocations chômage	0,30	+546%

**Situation de référence « moyenne » :**

capacité contributive = 1138.7 euros par UC, ressources totales des ménages assignés contribuant = 4529.4 euros par UC, un obligé alimentaire dans le ménage, pas d'allocation chômage

**Situation de référence « infsigma » :**

capacité contributive = 329.7 euros par UC, ressources totales des ménages assignés contribuant = 1192.4 euros par UC, un obligé alimentaire dans le ménage, pas d'allocation chômage

**Situation de référence « min »:**

capacité contributive = 77 euros par UC, ressources totales des ménages assignés contribuant = 377 euros par UC, un obligé alimentaire dans le ménage, pas d'allocation chômage

## La contribution totale fixée par le juge pour l'ensemble des obligés

Comme le montre les graphiques n°1 et n°2, le total des sommes demandées aux différents obligés pour une même personne âgée est fortement corrélé avec le besoin de financement de la personne prise en charge d'une part, et avec les ressources totales de l'ensemble des ménages non exonérés<sup>10</sup>, d'autre part. Ceci semble pleinement légitime puisque le juge est tenu de fixer les contributions des obligés en proportion du besoin du créancier et de la fortune de l'obligé. Deux hypothèses peuvent être proposées pour comprendre cette influence conjointe du montant du besoin de financement et des ressources. La première suppose que l'influence des ressources totales et celle du besoin sur la contribution agrégée sont indépendantes : sous cette hypothèse, la règle de décision estimée (expliquant le montant de la contribution totale) est la suivante<sup>11</sup> :

$$C_j = -28,26 + 0,0544 R_j + 0,38381 B_j \quad \text{avec } R^2 \text{ ajusté} = 0,75 \quad (1)$$

(-0,48)    (6,46)    (4,74)

où  $C_j$  représente le montant de la contribution totale,  $R_j$  la somme des ressources des ménages obligés contribuants<sup>12</sup> (en euros par unité de consommation) et  $B_j$  le montant du besoin de financement pris en compte par le juge. Il est à noter que cette relation qui ne sollicite que deux variables explicatives explique 75% de la variance des contributions agrégées fixées par les juges et ceci en dépit de la diversité des situations rencontrées par le juge (Cf. I-1.). Ces résultats statistiques

suggèrent qu'une logique économique simple façonne étroitement les décisions. Cette logique supposée consiste à fixer une partie de la demande en proportion du besoin de financement de la personne âgée dépendante et une autre partie en proportion des ressources totales de ses obligés ; ceci répond d'ailleurs pleinement à l'injonction du Code Civil.

Une deuxième hypothèse possible suppose que l'influence de la créance sur la demande du juge est indirecte, dans le sens où le niveau du besoin de financement détermine la proportion des ressources totales qui sera demandée par le juge. Sous cette deuxième hypothèse, la relation estimée est la suivante<sup>13</sup> :

$$C_j = 199,67 + (0,00007267 B_j) R_j \quad \text{avec } R^2 \text{ ajusté} = 0,73 \quad (2)$$

(7,23)                      (12,40)

Cette interprétation de la règle de décision des juges peut paraître plus conforme à ce que souhaiterait une éthique immédiate puisqu'elle suppose que l'influence de la créance dépend du niveau des ressources des ménages obligés. En effet, la première approche de modélisation qui suppose que le besoin de financement de la personne âgée joue indépendamment des ressources de ses obligés recèle une forme d'injustice puisqu'elle conduit à modifier les contributions totales au seul regard du besoin de financement. On peut admettre qu'il est légitime de demander aux obligés de participer à la prise en charge d'un parent dépendant mais pour autant juger que cette participation ne doit pas être dépendante de l'aléa portant sur le coût de la prise en charge. En quelque sorte, il peut sembler injuste de faire peser sur les obligés le poids de l'incertitude liée au coût de la prise en charge outre celui portant sur l'occurrence de la dépendance elle-même. Dans ce cas en effet, le risque est augmenté ce qui diminue l'utilité ex ante des ménages susceptibles d'être sollicités, ménages de surcroît plus modestes que la moyenne compte tenu de l'inertie de la mobilité sociale (les ménages aisés ont plus de chance d'avoir des parents en mesure de financer seuls la prise en charge de leur dépendance). Par ailleurs, cela augmente naturellement l'inégalité ex-post entre les ménages sollicités selon le coût de la prise en charge de leur parent dépendant.

Pour autant, la deuxième approche de modélisation n'est pas sans risque d'injustice. En effet, sous cette hypothèse d'une influence indirecte du besoin de financement via la proportion des ressources demandée, la règle de décision estimée fait apparaître qu'une part de la contribution totale est fixée forfaitairement, c'est à dire quel que soit le niveau de ressources de l'ensemble des obligés concernés, et que cette partie forfaitaire s'élève à 200 euros environ.

Si l'on retient la première formulation, dont la pertinence empirique est statistiquement légèrement plus élevée, il est intéressant de mesurer l'importance de la source d'inégalité qu'elle comporte. Pour cela, nous avons calculé quelle part du financement demandé aux familles est déterminée en fonction du seul montant du besoin de financement de la personne prise en charge, pour différents niveaux du besoin de financement (B) et des ressources totales (R). La part est calculée selon l'expression suivante (issue des résultats d'estimation de la relation 1 sans constante) et les résultats sont consignés dans le tableau 3 :

Sachant que, sur notre échantillon, la valeur moyenne de la créance est de 546 euros et celle des ressources totales de 4220 euros par unité de consommation, on note que, pour ces valeurs, la part expliquée par le seul niveau du besoin de financement (indépendamment du niveau de ressources des obligés) est de l'ordre de 40 à 50%, ce qui est bien entendu considérable.

$$\text{Part} = 0,43026 B_j / (0,058 R + 0,43026 B_j)$$



**Tableau 3 : Part de la contribution totale fixée par le juge expliquée par le niveau du besoin de financement (en %)**

<b>B \ R</b>	<b>500</b>	<b>1000</b>	<b>2000</b>	<b>3000</b>	<b>4000</b>	<b>5000</b>	<b>10000</b>
<b>200</b>	75	60	43	33	27	23	13
<b>400</b>	86	75	60	50	43	37	23
<b>600</b>	90	82	69	60	53	47	31
<b>800</b>	92	86	75	66	60	54	37
<b>1000</b>	94	88	79	71	65	60	43
<b>1200</b>	95	90	82	75	69	64	47
<b>1400</b>	95	91	84	78	72	67	51

Bien sûr, ces deux interprétations du mécanisme par lequel le montant de la créance influe sur le niveau de la contribution demandée demeurent des simplifications outrancières de la pratique des juges. Elles permettent néanmoins d'expliquer largement les données étudiées et confirment que l'influence du niveau du besoin de financement des personnes âgées dépendante sur le niveau de la contribution totale exigée par le juge aux affaires familiales des leurs obligés alimentaires est considérable.

### La répartition de la contribution entre les co-obligés contribuants

Le graphique n°3 qui décrit une forte relation de proportionnalité entre le niveau relatif de la contribution par obligé demandée à chaque ménage contribuant et celui de ses ressources relatives (en euros par unité de consommation) nous a conduit à faire l'hypothèse que, dans les faits, le juge répartit la contribution totale entre les différents obligés mis à contribution en fonction des ressources relatives de leur ménage par unité de consommation, c'est à dire, *grosso modo*, au prorata des niveaux de vie<sup>14</sup>.

Afin de confirmer cette impression et pour quantifier ce lien, la règle de répartition suivante a été estimée sur l'échantillon des ménages contribuants :

$$\frac{C_i / N_i}{\sum_{i=1}^{n_j} C_i / N_i} = a + b \frac{R_i / Nuc_i}{\sum_{i=1}^{n_j} R_i / Nuc_i} \quad (3)$$

En cas de proportionnalité parfaite, i.e. si le paramètre a est nul et le paramètre b est égal à l'unité, cela signifie que les contributions sont réparties au prorata des ressources par unité de consommation.

Le raisonnement en part impose une contrainte comptable qui veut que la somme des parts sur l'ensemble des ménages contribuants pour une même personne âgée (dont le nombre est noté  $n_j$ ) doit être égale à un :

$$\sum_{i \in j} \frac{C_i / N_i}{\sum_{i \in j} C_i / N_i} = 1 \quad (4)$$

Fixons pour la suite les notations suivantes :  $C_n = \frac{C_i}{N_i}$ ;  $Ruc_i = \frac{R_i}{Nuc_i}$ ;  $Cn_j = \sum_{i=1}^{n_j} \frac{C_i}{N_i}$ ;  $Ruc_j = \sum_{i=1}^{n_j} \frac{R_i}{Nuc_i}$

En utilisant ces nouvelles notations, la prise en compte de la contrainte (4) dans la relation (3) conduit à l'estimation de la relation suivante :

$$\frac{Cn_i}{Cn_j} = a + c \frac{Ruc_i}{Ruc_j} - a n_j \frac{Ruc_i}{Ruc_j} \quad (5)$$

où  $b = 1 - (n_j a)$ , et  $c$  est nécessairement égal à 1.

L'estimation contrainte ( $c = 1$ ) de cette relation conduit au résultat suivant<sup>15</sup> :

$$\frac{Dn_i}{Dn_j} = 0,00923 + \frac{Ruc_i}{Ruc_j} - 0,00923 \left( n_j \frac{Ruc_i}{Ruc_j} \right) \quad (6)$$

(0,58)                      (0,58)

Le lien de proportionnalité entre contribution relative et niveau de vie relatif est donc statistiquement confirmé puisque le paramètre « a » n'est pas significativement différent de zéro (ce qui implique que le paramètre « b » n'est pas significativement différent de un). Ainsi, dans notre échantillon, les juges appliquent en moyenne une règle qui vise à répartir la contribution totale entre les obligés au prorata de leurs ressources par unité de consommation. De manière assez surprenante, cette simple règle de répartition permet d'expliquer assez précisément les répartitions des contributions observées (75% de la variance précisément).

Cette règle équivaut à faire en sorte que la part des ressources (par unité de consommation) d'un ménage dans les ressources totales des ménages contribuants soit inchangée une fois retranchées les contributions. La règle appliquée par les juges aux affaires familiales pour la répartition de la contribution, entre les différents obligés non exonérés, est donc une règle de neutralité quant à la disparité des niveaux de vie entre les co-obligés d'une même personne âgée (i.e. ni redistributive, ni anti-redistributive).

En ce sens, le juge n'agit pas différemment de l'assurance sociale en France qui se finance très largement sur des cotisations proportionnelles au revenu, à la différence près que le juge applique évidemment cette règle au niveau de chaque famille mis à contribution et non pas sur l'ensemble des familles mis à contribution.

Comme pour l'exonération il faut noter que le juge en fixant les contributions des obligés les solidarise entre eux dans le sens où la contribution d'un obligé (ou d'un ménage d'obligé) augmente quand les ressources des autres obligés diminuent et inversement. C'est indiscutablement une application élargie de la solidarité familiale qui n'est plus seulement ascendante de l'obligé vers le parent dépendant, mais aussi horizontale entre obligés. Cette pratique des juges éloigne encore davantage l'obligation alimentaire du principe de l'individualisation des droits.

## Bibliographie

- Sayn I, Choquet L-H. Obligation alimentaire et solidarités familiales. Entre droit civil, protection sociale et réalités familiales. Paris : LGDJ ; 2000.
- Serverin E. Les processus juridiques de répartition des coûts de la prise en charge des personnes âgées entre la solidarité familiale et la solidarité sociale. *Revue de Droit Sanitaire et Social*. 1992(3): 526-542.
- Munoz-Perez B, Moreau C, Ancel P, Haubry X. Enquête sur les pratiques et opinions des JAF en matière de fixation de la contribution à l'entretien des enfants. Rapport pour la mission de recherche « Droit et Justice ». 2000.
- DelBocca D, Flinn CJ. Rationalizing child-support decisions. *American Economic Review*. 1995(5) : 1241-1262.

---

<sup>1</sup> Il s'agit ici du financement des frais qui ne sont pris en charge ni par l'assurance maladie, ni par les prestations spécifiquement destinées aux personnes dépendantes comme l'APA.

<sup>2</sup> La mesure des niveaux de vie ne peut se faire qu'à l'échelle des ménages si l'on veut avoir une appréciation pertinente des charges, qu'il s'agisse de tenir compte des enfants que les obligés ont à charge ou des économies d'échelle dont bénéficient les ménages composés de plusieurs obligés.

<sup>3</sup> Le nombre de ménages assignés pour un même créancier n'a aucune raison, a priori, d'être égal au nombre d'obligés. En effet, le code civil prévoit que les personnes mariées doivent des aliments à leurs beaux-parents. De ce fait, chaque enfant marié de la personnes âgée dépendante appartient à un ménage comptant au moins deux obligés alimentaires : lui-même et son conjoint.

<sup>4</sup> Les décharges pour indignité du créancier ne sont pas prises en compte ici puisqu'elles ne répondent pas à une motivation économique.

<sup>5</sup> Il est à noter que, dans certaines décisions collectées, seules les contributions de certains ménages obligés sont considérées par le juge. Dans ce cas le raisonnement suivi doit l'être sur ces ménages uniquement.

<sup>6</sup> L'estimation d'un modèle de fixation du montant de la contribution par obligé montre d'ailleurs qu'on ne peut pas rejeter l'hypothèse que des variables agrégées telles que le montant des ressources des co-obligés entrent dans le calcul, en plus des variables caractéristiques de l'obligé lui-même.

<sup>7</sup> Trois modèles ont été estimés correspondant à différentes unités de mesure de ressources et de charges : ressources et charges totales du ménage, ressources et charges du ménage par obligé alimentaire, ressources et charges du ménage par unité de consommation. C'est la troisième approche qui s'est révélée la plus pertinente sur le plan statistique. Le paramètre de la variable de charge et celui de la variable de ressources n'étant pas significativement différents en valeur absolue, nous avons remplacé ces deux variables par leur différence (la capacité contributive).

<sup>8</sup> Les charges sont réduites de moitié pour les enfants en concubinage et les petits enfants quel que soit le statut de leur union ; dans ces cas, seul le descendant direct est soumis à l'obligation alimentaire.

<sup>9</sup> On compte en moyenne quatre ménages d'obligés par personne âgée. Une augmentation des ressources de 100 euros par UC pour un ménage correspond donc approximativement à une augmentation de 400 euros par UC sur l'ensemble des ménages obligés.

<sup>10</sup> Tout les relations économétriques présentées par la suite ont aussi été estimées en remplaçant les ressources par la capacité contributive (ressource-charge). Les résultats étant de moins bonne qualité, ces relations ne sont pas présentées.

<sup>11</sup> L'estimation est faite sur l'échantillon des décisions (N=58). Les valeurs de Rj manquantes sont remplacées par la moyenne des données existantes (par nombre de ménage contribuant). Cj est exprimée en euros. Les valeurs entre parenthèses, sous l'estimation des paramètres, correspondent à la valeur prise par le ratio de Student sous l'hypothèse de nullité du paramètre.

<sup>12</sup> Les ressources sont calculées en euros par unité de consommation selon la formule suivante :  $\sum (R_i/N_{uci})$ , où Nuci désigne le nombre d'unités de consommation du ménage i.

<sup>13</sup> L'estimation est faite sur l'échantillon des décisions (N=58). Les valeurs de Rj manquantes sont remplacées par la moyenne des données existantes. Cj est exprimée en euros. Les valeurs entre parenthèses, sous l'estimation des paramètres, correspondent à la valeur prise par le ratio de Student sous l'hypothèse de nullité du paramètre.

<sup>14</sup> Cette approximation suppose implicitement que les charges sont proportionnelles aux ressources.

<sup>15</sup> On a exclu les décisions pour lesquelles il n'y a qu'un ménage contribuant puisque dans ce cas la relation est mécaniquement vérifiée. Le coefficient de détermination de la relation estimée sans contrainte vaut environ 75%.